

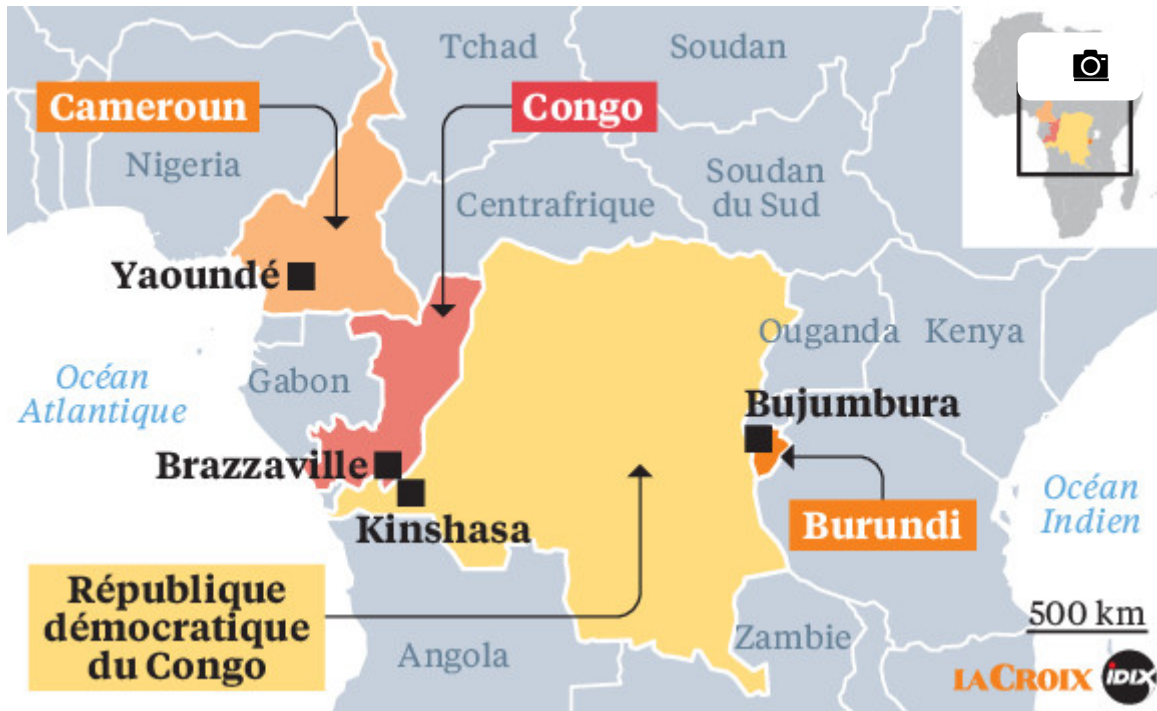
LA CROIX

En Afrique, l'Église catholique sous pression

Par Laurent Larcher et Loup Besmond de Senneville, le 11/7/2017 à 05h35

Dans quatre pays d'Afrique centrale, le pouvoir accentue les pressions contre l'Église catholique, engagée dans l'opposition. De la RD-Congo au Burundi, le niveau de la menace passe d'inquiétant à alarmiste.





Au Cameroun, la mort suspecte d'un évêque

Depuis plusieurs semaines, un conflit oppose les évêques camerounais et le pouvoir, tenu par Paul Biya, dont le quatrième mandat arrivera à échéance en 2018. En cause : la mort, début juin, de **Mgr Jean-Marie Benoît Bala**, évêque de Bafia, ville du centre du pays. Alors qu'il avait disparu dans la nuit du 30 au 31 mai, son corps avait été retrouvé dans un cours d'eau, non loin de sa voiture, qui contenait un mot : « *Je suis dans l'eau.* »

L'évêque s'est-il suicidé ? Les responsables catholiques du pays n'ont aucun doute : pour eux, Mgr Bafia a été « *brutalement assassiné* ». Une version frontalement contredite le 4 juillet par un communiqué du procureur général affirmant que « *la noyade est la cause la plus probable du décès de l'évêque* ».

A LIRE : [Mort d'un évêque au Cameroun : le vrai-faux communiqué du Vatican](#)

« *Devant un tel désaveu, c'est la crédibilité des évêques qui est directement mise en cause*, explique Paul Samangassou, ex-directeur de la Caritas camerounaise et consultant pour de nombreuses ONG. *S'ils ne disent rien, ils perdent l'opinion. S'ils apportent la preuve de ce qu'ils affirment, ils*

entrent en crise avec le pouvoir. »

La situation est d'autant plus délicate que, selon ce fin connaisseur de l'Église au Cameroun, la Conférence épiscopale est particulièrement affaiblie par des divisions internes. « *Le régime pense qu'il peut d'autant plus facilement maltraiter l'Église* », poursuit-il.

En avril, trois évêques camerounais ont été convoqués devant le tribunal de Bamenda (nord-ouest), accusés d'avoir poussé la population à la grève. Une crise paralyse en effet les régions anglophones du Cameroun depuis novembre 2015. Leur procès devrait se tenir le 24 juillet.

LIRE AUSSI : [Au Cameroun, le correspondant de RFI condamné à dix ans de prison ferme](#)

En RD-Congo, la tension monte

Héritière d'une longue tradition d'engagement, l'Église catholique tente depuis des mois de réunir l'opposition et la majorité autour d'un accord destiné à sortir le pays de l'impasse dans lequel il se trouve depuis le report *sine die* de l'élection présidentielle, initialement prévue en décembre 2016. Le 31 décembre, toutes les parties ont ainsi convenu que des élections seraient organisées avant la fin 2017. Une échéance régulièrement rappelée par les évêques.

Ceux-ci se sont aussi inquiétés, dans un message publié le 23 juin, de la situation du pays. Ils y dénonçaient notamment « *la détérioration continue de la situation économique, sécuritaire et humanitaire, ainsi que l'impasse politique* ».

Trois jours plus tard, à Lubumbashi (sud-est), le président Joseph Kabila a très violemment réagi. Il a accusé explicitement les évêques de « *créer le désordre dans le pays* », qualifiant l'échéance de la fin 2017 de « *purement politique et irréaliste* ».

Sur le terrain, dans la capitale, plusieurs églises ont été vandalisées ces derniers mois. « *Nous sommes surveillés. Le 30 juin, pour l'anniversaire de l'indépendance, nous avons dans l'église des personnes dépêchées pour*

écouter l'homélie », assure un prêtre à Kinshasa. Un autre prêtre affirme qu'il a vu surgir un homme prenant des photos au cours d'une cérémonie. Le nonce avertit régulièrement les prêtres congolais des risques d'enlèvement.

LIRE AUSSI : [En RD-Congo, le chef de guerre Bosco Ntaganda accusé de crime contre l'humanité](#)

Au Burundi, profil bas derrière le rideau de fer

Un rideau de fer s'est abattu sur le Burundi. Après avoir publiquement critiqué le processus électoral de 2015, après s'être alarmé des dérives autoritaires et ultra-violentes du pouvoir depuis deux ans, l'Église burundaise est désormais très discrète.

« Depuis un an, elle s'abstient de toute parole publique qui pourrait être comprise comme une critique ouverte du régime », témoigne un travailleur humanitaire soucieux de garder l'anonymat. Comme l'a encore montré le dernier rapport de la Fédération international des droits de l'homme (FIDH), publié la semaine dernière, le pouvoir est désormais engagé dans une campagne d'élimination systématique de ceux qu'il considère comme ses opposants. Pour éviter le pire, l'Église catholique a décidé, donc, de se taire.

« On pourrait penser que cela va mieux entre l'Église et le régime, explique un prêtre burundais. Mais c'est une illusion. La Conférence épiscopale ne fait pas de bruit pour ne pas envenimer la situation. »

« Elle a adopté un profil bas pour ne pas compromettre ses actions pastorales et sociales », complète le travailleur humanitaire. « Le pays est au bord du génocide, les Tutsis sont extrêmement exposés. L'église entend calmer le jeu pour éviter l'embrasement général. Sa marge de manœuvre est faible. Mais elle n'a pas le choix », analyse une spécialiste de la résolution des conflits.

Pour l'heure, aucun prêtre n'a été tué. Mais trois ont été exfiltrés à l'étranger. Et plusieurs autres, menacés, ont été envoyés en mission à

l'extérieur du pays.

LIRE AUSSI : [Burundi, une répression à coloration ethnique](#)

Au Congo Brazzaville, intimidation et division

Comme au Burundi, le pouvoir est confisqué au Congo-Brazzaville par un clan décidé à le garder à tout prix. Comme au Burundi, critiquer publiquement le régime expose aux pires ennuis.

« Tous les principaux candidats à l'élection présidentielle de l'année dernière sont en prison, observe un témoin. Sassou Nguesso et ses partisans ont les coudées franches. Personne ne peut vous protéger contre eux. »

Et comme pour le Burundi, les voix religieuses s'élevant contre les violences et la dérive oppressive du régime se sont tues depuis un an. « Contrairement à l'année dernière, nous n'entendons plus Mgr Portella, l'évêque de Kinkala, s'inquiéter des violences exercées par les forces de sécurité », constate ce témoin. En février 2016, le président de la conférence épiscopale a même demandé à tous les prêtres de ne plus parler politique.

Comme au Burundi, le clergé est surveillé, les homélies écoutées, les suspects fichés, arrêtés et emprisonnés. Mais à la différence du Burundi, l'épiscopat est divisé entre les évêques conciliants et les critiques. « Il est difficile pour une conférence épiscopale d'adopter une position commune et claire contre les dérives de Sassou Nguesso lorsqu'elle est divisée. », souligne un observateur.

Une région échappe aux observateurs indépendants, le Pool. L'armée congolaise y conduit une vaste opération contre les partisans du « pasteur » Ntumi : des villages sont bombardés, des habitants sont déplacés, des zones entières sont fermées. Pour l'heure, la Caritas est autorisée à secourir les civils de ce département qui abrite, aussi, le diocèse de Mgr Portella.

LIRE AUSSI : [Nouvelle dégradation sécuritaire au Congo-Brazzaville](#)

Les catholiques en Afrique

En 2015, le Vatican a recensé un peu plus de 222 millions de catholiques en Afrique, soit près d'un Africain sur cinq. Ils représentent 17 % des catholiques dans le monde. Par ailleurs, 15 % des habitants du continent déclarent être chrétiens pentecôtistes ou évangéliques.

Les fidèles catholiques vivent pour la quasi-totalité en Afrique subsaharienne. Leur répartition reste très variée selon les pays : 64 % de la population burundaise est catholique, 55 % en République démocratique du Congo, 52 % au Congo Brazzaville et 29 % au Cameroun. La Guinée équatoriale compte quant à elle 97 % de catholiques.

En cinq ans, le nombre de prêtres diocésains en Afrique a augmenté de 20 %, passant à 30 500 en 2015, contre 25 400 en 2010. Le continent compte aussi 13 500 prêtres religieux, 400 diacres permanents et 70 000 religieuses. L'Église peut aussi compter sur son réseau de 400 000 catéchistes.

Laurent Larcher et Loup Besmond de Senneville